



April 7, 2021

**L'honorable David Lametti**  
**Ministre de la Justice et procureur général du Canada**

**L'honorable Steven Guilbeault**  
**Ministre du Patrimoine canadien**

**Chers ministres Lametti et Guilbeault,**

En tant qu'organisations vouées à la défense des droits de la personne et des libertés civiles ainsi qu'à l'éradication de la discrimination, nous avons une expérience directe de la menace croissante que représentent les discours haineux en ligne au Canada. Nous avons vu les plateformes web et les applications de médias sociaux, en se montrant incapables de bannir des contenus grossièrement racistes, antisémites ou autrement haineux, devenir des terreaux fertiles et des espaces d'organisation pour les groupes oppressifs les plus abjects.

Il est admirable que le gouvernement du Canada s'attaque sérieusement à ce problème et propose une nouvelle législation pour contrer les discours haineux en ligne. C'est une mesure importante qui permettra de faire passer au 21<sup>e</sup> siècle la législation canadienne en matière de discours haineux. Il est toutefois nécessaire d'établir une distinction claire entre les véritables discours haineux et les formes légitimes de dissidence et de contestation. Nous nous préoccupons particulièrement de la distinction qui sera faite entre les cas patents d'antisémitisme, d'une part, et les critiques légitimes de l'État d'Israël, d'autre part.

Des efforts concertés sont actuellement menés par certains pour brouiller cette distinction importante. En phase avec le [gouvernement israélien](#), des organisations pro-israéliennes au Canada demandent au gouvernement canadien de lier à sa nouvelle législation en matière de discours haineux en ligne la définition [profondément problématique](#) et [largement discrépante](#) de l'antisémitisme mise de l'avant par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). La définition de l'IHRA représente une menace directe à la liberté d'expression, car elle

assimile les critiques d'Israël et du sionisme à l'antisémitisme, notamment en [considérant erronément comme antisémite](#) le fait d'affirmer que « l'existence de l'État d'Israël est le fruit d'une entreprise raciste ». De plus, [comme de nombreux cas l'ont déjà illustré](#), la définition de l'IHRA est instrumentalisée dans plusieurs pays pour attaquer ou réduire au silence des individus ou des organisations qui osent dénoncer les violations des droits de la personne commises par Israël.

Nous tenons à souligner que la communauté juive est [profondément divisée](#) sur cette question. De [nombreuses autres définitions](#) proposées par diverses organisations juives marquent la distinction entre les critiques d'Israël et l'antisémitisme, contrairement à la définition de l'IHRA. Un grand nombre d'organisations et de personnalités éminentes, au Canada et ailleurs dans le monde, ont formulé des mises en garde contre l'adoption ou la codification dans la loi de cette définition et des exemples fournis pour l'illustrer, dont le [Reform movement](#), le plus important courant du judaïsme en Amérique du Nord; le [Congrès du travail canadien](#); la [Fédération canadienne des étudiants et étudiantes](#); l'[Ontario Confederation of Faculty Associations](#); près de [600 universitaires canadiens](#); [12 associations facultaires canadiennes](#); [122 intellectuels palestiniens et arabes](#); une [large coalition d'organisations sionistes progressistes](#); et même [Kenneth Stern](#), le principal auteur de la définition.

En août 2020, plusieurs organisations, dont l'[Association canadienne des libertés civiles](#), [l'Association des libertés civiles de Colombie-Britannique](#), le [Centre for Free Expression de l'Université Ryerson](#) et [Voix juives indépendantes Canada](#), ont été invitées à participer à des consultations menées par le ministère de la Justice pour déterminer les meilleurs moyens de combattre les discours haineux en ligne. Dans leurs soumissions au ministre et au secrétaire parlementaire, ces organisations ont déclaré que, bien qu'il soit impératif de condamner vigoureusement l'antisémitisme sous toutes ses formes, le gouvernement fédéral ne doit pas le faire en assimilant les critiques d'Israël à l'antisémitisme.

Combattons les discours haineux en ligne, mais faisons-le en préservant la liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression garantie par la Charte. Nous restons fermes sur cette position et vous invitons à faire de même en n'intégrant pas la définition de l'antisémitisme de l'IHRA à la législation en matière de discours haineux en ligne ou à toute ligne directrice et politique connexe conçue pour en faciliter l'interprétation.

**Signataires:**

Arab Canadian Lawyers Association  
Canada Palestine Association  
Canadian Arab Institute  
Canadian BDS Coalition  
Canadian Foreign Policy Institute  
Canadian Friends Service Committee (Quakers)  
Canadian Unitarians for Social Justice  
Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient  
Canadiens Unis Contre La Haine  
CanPalNet - Canada Palestine Support Network  
Confédérations des syndicats nationaux  
Conseil régional FTQ Montréal métropolitain  
Courage Coalition  
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants  
Jewish Liberation Theology Institute  
Justice For Palestinians, Calgary  
L'Église Unie du Canada  
Ligue des droits et libertés  
Ligue pour l'Action socialiste  
Mennonite Church Canada Palestine-Israel Network  
Mennonite Church Manitoba Palestine-Israel Working Group  
Mouvement Pour Une Paix Juste  
Niagara Movement for Justice in Palestine-Israel (NMJPI)  
Oakville Palestinian Rights Association  
Ottawa Forum on Israel/Palestine  
Palestinian Canadian Congress  
Palestinian Youth Movement  
Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network  
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes  
The Association Of Palestinian Arab Canadians  
The Canadian Palestinian Council  
United Jewish People's Order (UJPO)  
United Network for Justice and Peace in Palestine-Israel  
Voix juives indépendantes  
Coalition of Canadian Palestinian Organizations:  
Arab Palestine Association of Ontario  
Palestine House  
Canadian Arab Forum of BC  
Association of Palestinian Arab Canadians (Ottawa)  
Fondation Canado-Palestinienne du Québec  
Canada Palestine Cultural Association (Edmonton)  
Canadian Palestinian Social Association  
Canadian Palestinian Council

Humans Without Borders  
The Palestinian Association of Brantford  
Atlantic Canada Palestinian Society  
Canadian Palestinian Association of Manitoba  
Canadian Arab Society of London  
Palestinian Association of Hamilton  
Run for Palestine, Edmonton  
The Canadian Palestinian Professional Association

**Cc :**

Arif Virani, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice  
Iqra Khalid, présidente du Comité permanent de la justice et des droits de la personne  
Scott Simms, président du Comité permanent du patrimoine canadien  
Randall Garrison, porte-parole du NPD en matière de justice  
Alexandre Boulerice, porte-parole du NPD en matière de patrimoine  
L'honorable Rob Moore, porte-parole du Parti conservateur en matière de justice  
Alain Rayes, porte-parole du Parti conservateur en matière de patrimoine  
Rhéal Fortin, porte-parole du Bloc Québécois en matière de justice  
Martin Champoux, porte-parole du Bloc Québécois en matière de patrimoine